



Initiative de résiliation II: un frein à la prospérité par excellence

Le Conseil fédéral rejette l'initiative de résiliation II de l'UDC, ce dont economiesuisse se félicite. Cette initiative menace notre prospérité ainsi que l'évolution économique de la Suisse. En effet, ces prochaines années aussi, notre pays aura besoin de main-d'œuvre qualifiée en provenance de l'UE. La libre circulation des personnes revêt une importance capitale à cet égard.

Le Conseil fédéral **rejette** l'initiative populaire «Pas de Suisse à 10 millions! (initiative pour la durabilité)» de l'UDC sans contre-projet, une décision qu'economiesuisse salue.

L'INITIATIVE MENACE LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES ET LA VOIE BILATÉRALE

L'initiative s'en prend directement à la voie bilatérale. En dépit de toutes les affirmations éculées de l'UDC, la résiliation de la libre circulation des personnes est le véritable objectif de l'initiative populaire et est clairement stipulée dans le texte. L'initiative entraîne automatiquement la résiliation des sept accords bilatéraux I et menace également l'adhésion de la Suisse à l'espace Schengen. En cette période d'incertitudes géopolitiques, où les conflits commerciaux se multiplient et où la guerre est aux portes de l'Europe, il est indispensable d'entretenir des relations stables et sûres avec nos voisins et nos principaux partenaires commerciaux. En outre, il convient de rappeler que depuis son introduction en 1999, le peuple suisse a confirmé en votation populaire à onze

reprises la voie bilatérale.

LES ENTREPRISES SUISSES ONT BESOIN DE MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE

Sans immigration nette, la population active diminuerait en Suisse. En effet, la génération du baby-boom part à la retraite et il n'y a pas assez de jeunes pour compenser les départs. Ce processus qui a déjà débuté s'intensifiera ces prochaines années. Avec l'immigration, la Suisse peut compenser ce déficit.

Grâce à la libre circulation des personnes avec l'UE, la Suisse trouve les profils dont elle a besoin lorsqu'elle manque de médecins, d'ingénieurs, d'informaticiens, de personnel soignant ou de travailleurs pour le bâtiment et l'hôtellerie. Le [rapport de l'Observatoire](#) du Seco publié récemment montre que la libre circulation des personnes permet de lutter contre la pénurie de main-d'œuvre croissante en Suisse et que les actifs de l'UE soutiennent à long terme nos assurances sociales notamment celles financées par le principe de répartition (AVS, AI et APG).

DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT JUDICIEUSES

Dans le cadre du traitement du postulat Gössi «Actualiser le rapport sur la libre circulation des personnes et l'immigration en Suisse», le Conseil fédéral a chargé le DFJP de définir un plan de mesures d'accompagnement. Pour l'économie, la situation est claire: il existe de nombreux moyens efficaces d'atténuer de manière ciblée les effets négatifs de l'immigration sur la société. Mais il faut faire les bons choix. Le monde politique est appelé à prendre des mesures pour favoriser une meilleure utilisation du potentiel de main-d'œuvre indigène et une plus grande croissance de la productivité. Dans son [plan d'action en 8 points](#), l'Union patronale suisse (UPS) a déjà esquissé une série de mesures pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre croissante. Pour augmenter la productivité des entreprises et de la population active, la politique doit en outre créer les [meilleures conditions-cadre possibles](#), alléger la réglementation et la bureaucratie, pousser la numérisation et ramener à un niveau durable la croissance disproportionnée, ces dernières années, des postes au sein de l'État.

UNE INFRASTRUCTURE FORTE POUR UNE SUISSE OÙ IL FAIT BON VIVRE

La croissance n'est pas un jeu à somme nulle. Avec elle, il y a davantage de tout pour tout le monde: emplois, salaires, qualité de vie, liberté et opportunités. Il y aurait en revanche des perdants si la population ne devait plus augmenter en Suisse.

Cela dit, il est également clair que des mesures efficaces sont nécessaires pour continuer à améliorer la qualité de vie dans une Suisse qui connaît une croissance démographique. Nos infrastructures, par exemple, doivent être mieux exploitées et développées de manière ciblée. Il faut en particulier [développer le réseau de routes nationales](#), mais aussi donner de nouvelles impulsions dans la [politique énergétique](#) ainsi que [simplifier les procédures d'autorisation](#), pour lutter contre la pénurie actuelle de logements dans les zones urbaines.

LIMITER LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE FREINERAIT LA PROSPÉRITÉ

Une limitation stricte de la croissance démographique serait catastrophique des points de vue économique et social. L'initiative de résiliation II est irresponsable, car elle ignore l'évolution démographique et l'utilité de l'immigration de main-d'œuvre, et qu'elle met en péril notre prospérité. Le «Swexit» visé par l'initiative, c'est-à-dire la fin de la participation sectorielle au marché intérieur, aurait des désavantages majeurs pour la Suisse en tant que nation exportatrice. En même temps, il n'y a aucune garantie que cela freinera effectivement l'immigration, comme le montre l'exemple du Royaume-Uni à la suite au Brexit.